

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président du Sénat, le 19 mai 1987, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "portant uniformisation et normalisation des recrutements dans les services publics", a donné le 21 septembre 1987 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 mei 1987 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van wet "tot uniformisatie en normalisatie van de wervingen in de openbare besturen", heeft op 21 september 1987 het volgend advies gegeven :

I. OBJET DE LA PROPOSITION DE LOI.

La proposition de loi poursuit en substance un double objectif.

Aux termes de ses développements, elle tend, en premier lieu, "à améliorer l'efficacité et à uniformiser davantage le contrôle des recrutements dans les services publics".

A cette fin, elle prévoit, d'une part, que tous les recrutements du personnel statutaire dans les administrations et autres services de l'Etat, dans certains organismes d'intérêt public ainsi que dans les services des Exécutifs des Communautés et des Régions ne peuvent être effectués que par le secrétaire permanent au recrutement (article 1er).

D'autre part, elle instaure, à l'égard des mêmes services publics, un contrôle spécifique du secrétaire permanent au recrutement sur "tous les engagements ou mises au travail contractuels de quelque nature que ce soit, d'agents non statutaires" : communication du recrutement au secrétaire permanent au recrutement (article 2) avec possibilité pour celui-ci de licencier l'agent à la fin de l'engagement en cas d'inaction de l'autorité compétente (article 3, § 3).

L'article 3, § 1er, prévoit que les recrutements effectués en méconnaissance de ces règles sont "nuls de plein droit".

.../...

Enfin, l'article 7 contient des règles destinées à assurer le respect des dispositions légales et statutaires relatives à la régularité des recrutements.

Le second objectif poursuivi par la proposition consiste "à normaliser la situation juridique de certaines personnes employées à titre précaire dans les services publics" (développements, page 2).

Les articles 4 à 6 permettent à ces personnes de présenter, à certaines conditions, soit un examen spécial, soit un concours de recrutement, dont la réussite leur ouvre le droit d'être nommées en qualité d'agent statutaire.

+

+ +

II. OBSERVATIONS GENERALES.

1. L'article 1er de la proposition assimile au recrutement toute nomination ou désignation, à quelque titre que ce soit, des personnes n'appartenant pas au Ministère ou à l'organisme dans lequel la nomination ou la désignation a lieu, et donne ainsi un contenu plus large à la notion de recrutement.

L'article 5 de la proposition permet la nomination à titre définitif de certains agents temporaires et de certains agents contractuels qui, répondant aux conditions de l'article 4, auront réussi un examen spécial ou un concours de recrutement. L'article 6 prévoit que ces agents seront considérés comme démissionnaires ou licenciés s'ils ne s'inscrivent pas à ces épreuves ou s'ils ne les réussissent pas.

Ces dispositions sont applicables notamment au personnel des services d'administration générale de l'Etat (article 51, § 1er, A, 1, de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, auquel se réfère l'article 1er de la proposition).

La section de législation du Conseil d'Etat a été saisie à plusieurs reprises de propositions de loi ayant pour objet de régler l'organisation des services d'administration générale ou le statut des agents de ces services, et a donné à ce sujet de nombreux avis (1) :

.../...

-
- (1) - avis L. 13.645 du 14 juillet 1980 sur une proposition de loi transférant le personnel civil du Ministère de la Défense nationale à d'autres administrations publiques (Doc. Chambre, 1979-1980, n° 576/2);
- avis L. 14.469/2 du 29 mars 1982 sur une proposition de loi modifiant le statut des agents de l'Etat (Doc. Chambre, 1981-1982, n° 31/2);
- avis L. 14.583/2 du 20 avril 1982 sur une proposition de loi portant suppression de l'administration de l'information criminelle (Doc. Chambre, 1981-1982, n° 127/2);
- avis L. 17.058/8 du 15 janvier 1986 sur une proposition de loi abrogeant l'arrêté royal du 14 janvier 1969 relatif à des primes de production en faveur des ingénieurs civils du Ministère des Travaux publics (Doc. Chambre, 1985-1986, n° 50/2);
- avis L. 16.831/2 du 3 février 1986 sur une proposition de loi abrogeant l'article 18 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat (Doc. Chambre, 1985-1986, n° 14/2);
- avis L. 17.088/2 du 17 février 1986 sur une proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle (Doc. Chambre 1985-1986, n° 158/2);
- avis L. 17.695/9 et 18.070/9 du 8 juillet 1987 sur une proposition de loi relative à la gestion du personnel dans les services publics, à la dépolitisation de certaines nominations et promotions et à la création d'un conseil supérieur de la Fonction publique (Doc. Sénat, 1985-1986, n° 142/2).

Il ressort de ces avis que :

"La Constitution établit un régime de séparation des pouvoirs, lequel implique que chacun des trois pouvoirs qu'elle institue, a des compétences qui lui sont réservées et que, dans les limites de ses attributions, il est indépendant à l'égard des deux autres.

Ce principe entraîne pour conséquence qu'en raison de ses missions propres et de ses responsabilités, le pouvoir exécutif règle lui-même son organisation, le mode de son fonctionnement et le recrutement de ses agents.

Il ressort plus particulièrement des articles 29 et 66, deuxième alinéa, de la Constitution, qu'il appartient au Roi de créer et d'organiser les services d'administration générale et d'établir le statut des agents qui composent cette administration (1)".

A de nombreuses reprises, la section d'administration du Conseil d'Etat a reconnu au Roi une prérogative exclusive en cette matière (2).

.../...

-
- (1) Sauf, évidemment, en ce qui concerne les matières que la Constitution réserve au pouvoir législatif, telles que les pensions (article 114), la condition de nationalité (articles 4 et 6) et l'emploi des langues (articles 23 et 59bis).
 - (2) Voyez arrêt du 12 décembre 1957, en cause DEPREZ, n° 5914, arrêt du 13 octobre 1961, en cause CREVECOEUR, n° 8851, et arrêt du 9 juillet 1975, en cause BERCKX, n° 17128.

Certes, des tempéraments ont été admis au principe de la compétence exclusive du Roi. Mais les interventions du législateur qui se sont produites jusqu'à présent dans le domaine du statut des agents, en dehors des matières que la Constitution réserve à la loi, n'ont eu généralement qu'une portée limitée. De telles interventions se sont produites dans la matière du recrutement des agents. Ou bien elles tendaient à établir des règles de priorité justifiées notamment par un devoir de reconnaissance nationale (1), ou bien elles étaient dictées par des impératifs budgétaires et renvoyaient d'ailleurs aux règles du statut des agents établi par le Roi (2).

.../...

-
- (1) Voyez les lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947 assurant aux Belges mobilisés la réintégration dans leurs fonctions et accordant aux invalides de guerre, anciens combattants, membres de la résistance, prisonniers politiques, veuves et orphelins de guerre, déportés, réfractaires au travail et autres victimes des guerres 1914-1918 et 1940-1945, un droit de priorité pour l'accèsion aux emplois publics, coordonnées par l'arrêté du Régent du 19 juin 1947.

On peut encore citer, bien que répondant à d'autres préoccupations, les lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964 et modifiées par la loi du 22 juillet 1969, ainsi que la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement.

- (2) Voyez entre autres l'article 51 de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, modifié notamment par la loi du 2 juillet 1981. On peut encore citer, bien qu'il ne concerne pas le recrutement mais la rémunération, l'article 44, § 2, de la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales, modifié par la loi du 1er août 1985, qui a inséré, dans l'arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982 portant certaines mesures en matière de modération des rémunérations, un article 6bis qui interdit d'accorder des augmentations de traitement jusqu'au 31 décembre 1986. Cette disposition légale limite le pouvoir qui est reconnu au Roi de fixer le statut pécuniaire des agents de l'Etat.

La proposition ne rencontre aucune des hypothèses rappelées ci-dessus, dans lesquelles le législateur est exceptionnellement compétent pour intervenir en matière de statut des agents de l'Etat.

En ce qui concerne plus particulièrement l'article 1er de la proposition, celui-ci, s'il peut se réclamer d'impératifs budgétaires, ne se contente pas de renvoyer au statut des agents de l'Etat mais prévoit l'intervention du secrétaire permanent au recrutement. Dans cette mesure, il se heurte à la même objection.

En adoptant les articles 1er et 4 à 6 de la proposition, le législateur interviendrait dans un domaine réservé au Roi et méconnaîtrait ainsi le principe de la séparation des pouvoirs.

Pour les services des Exécutifs, visés à l'article 1er, b, de la proposition, l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose que chaque Exécutif "procède aux nominations, conformément aux dispositions réglant le contrôle administratif applicables aux ministères" et que "ce personnel est recruté par l'intermédiaire du secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'Etat".

Le paragraphe 3 du même article 87 dispose que "(...) le personnel est soumis aux règles légales et statutaires applicables aux agents (...) de l'Etat".

.../...

Il s'ensuit que les règles qui viennent d'être rappelées s'appliquent également aux agents des Exécutifs des Communautés et des Régions (1).

2. Les articles 1er à 3 et 7 de la proposition se présentent comme un renforcement et une extension des règles de contrôle des recrutements, contenues dans l'article 51 de la loi du 28 décembre 1973 relatives aux propositions budgétaires 1973-1974.

Ils ne tiennent toutefois pas compte de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, dont l'un des objets est, à l'instar de la proposition de loi, d'assurer "la régularité des recrutements" dans les administrations et autres services des Ministères ainsi que dans les organismes d'intérêt public visés à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Un certain nombre de dispositions contenues dans la proposition se retrouvent déjà dans l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982. Il en est ainsi de l'article 8 et de l'article 9 de l'arrêté précité (comparez avec l'article 3, § 1er, de la proposition).

.../...

(1) Voyez avis du Conseil d'Etat, section de législation, n° L. 17.695/9-18.070/9, précité, Doc. Sénat, 1985-1986, n° 142/2, p. 6).

D'autre part, les articles 9 à 12 de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 énoncent des règles semblables à celles qui figurent dans l'article 3, § 2, et dans l'article 7 de la proposition examinée.

Concernant les organismes d'intérêt public soumis à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, des dispositions identiques à celles de la proposition sont contenues dans l'arrêté royal du 1er mars 1976 relatif au recrutement des agents de certains organismes d'intérêt public.

Enfin, l'intervention du secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'Etat dans le recrutement du personnel des Exécutifs des Communautés et des Régions est déjà prévue par l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Comme il a déjà été souligné ci-dessus, l'article 87 prévoit que ce personnel est soumis aux règles légales et statutaires applicables aux agents définitifs, aux agents temporaires, au personnel auxiliaire et au personnel ouvrier temporaire de l'Etat.

Toutes ces dispositions, qui font donc double emploi avec des règles en vigueur, sont superfétatoires et doivent être omises.

.../...

Sont en revanche nouvelles, les règles énoncées dans l'article 1er, § 1er, alinéa 2 (définition du recrutement), dans l'article 2 en ce qu'il prévoit la communication au secrétaire permanent au recrutement de tous les engagements par contrat d'agents non statutaires, dans l'article 3, § 3, en ce qu'il prévoit une information donnée par le secrétaire permanent au recrutement (1), ainsi que dans l'article 7, alinéa 3, en ce qu'il impose la délivrance d'une attestation de recrutement.

L'article 1er tombe sous l'objection d'inconstitutionnalité développée antérieurement parce qu'il prévoit l'intervention du secrétaire permanent au recrutement.

En revanche, l'article 3, § 3, et l'article 7, parce qu'ils n'organisent que le contrôle par le secrétaire permanent au recrutement, n'encourent pas nécessairement le même grief dans la mesure où ils peuvent se réclamer de précédents à caractère budgétaire, étant l'article 51 de la loi précitée du 28 décembre 1973 et l'arrêté royal n° 56, précité, du 16 juillet 1982.

.../...

(1) Voyez toutefois l'article 17 de l'arrêté royal du 7 mars 1974 relatif au recrutement des agents dans les administrations et les autres services des ministères.

Ces dispositions devraient être intégrées dans la législation en vigueur et, en particulier, dans l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982.

+

Compte tenu des observations qui viennent d'être formulées, le Conseil d'Etat, section de législation, estime qu'il est superflu d'examiner un par un les articles de la présente proposition.

I. DOEL VAN HET WETSVOORSTEL.

Het wetsvoorstel streeft hoofdzakelijk een tweevoudig doel na.

Naar luid van de toelichting bij het voorstel beoogt het in de eerste plaats "de controle op de aanwervingen in de openbare diensten efficiënter en eenvormig te maken".

Daartoe bepaalt het enerzijds dat alle wervingen van statutair personeel in de besturen en de overige diensten van de Staat, in sommige instellingen van openbaar nut alsook in de diensten van de Executieven van Gemeenschappen en Gewesten alleen door de vaste wervingssecretaris mogen geschieden (artikel 1).

Anderzijds voert het ten aanzien van dezelfde overheidsdiensten een specifieke controle van de vaste wervingssecretaris in op "alle contractuele aanstellingen of tewerkstellingen, van welke aard ook, van niet-statutair personeel" : de aanwerving moet medegedeeld worden aan de vaste wervingssecretaris (artikel 2), die de mogelijkheid heeft om het personeelslid aan het einde van de aanstelling te ontslaan voor het geval dat de bevoegde overheid verzuimt op te treden (artikel 3, § 3).

Artikel 3, § 1, bepaalt dat aanwervingen die met veronachtzaming van die voorschriften gedaan worden "van rechtswege nietig" zijn.

.../...

Artikel 7 tenslotte bevat voorschriften die de naleving van de wetsbepalingen en de statutaire bepalingen aangaande de regelmatigheid van de aanwervingen moeten verzekeren.

De tweede doelstelling van het voorstel bestaat in de "normalisatie van de rechtstoestand van sommige in overheidsdienst precair tewerkgestelde personen" (toelichting, blz. 2).

De artikelen 4 tot 6 bieden die personen de mogelijkheid om onder bepaalde voorwaarden een bijzonder examen of een vergelijkend wervingsexamen af te leggen; het slagen voor een zodanig examen verleent hun het recht om tot statutair personeelslid te worden benoemd.

+

+ +

II. ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Artikel 1 van het voorstel stelt elke benoeming of aanstelling, in welke hoedanigheid ook, van personen die niet behoren tot het ministerie of de instelling waarin de benoeming of de aanstelling geschiedt, gelijk met werving en geeft zodoende het begrip werving een ruimere inhoud.

.../...

Artikel 5 van het voorstel maakt het mogelijk bepaalde tijdelijke personeelsleden en bepaalde tot wederopzegging aangeworven personeelsleden die aan de vereisten van artikel 4 voldoen en geslaagd zullen zijn voor een bijzonder examen of een vergelijkend wervingsexamen, in vast verband te benoemen. Artikel 6 bepaalt dat die personeelsleden als ontslagnemend zullen worden beschouwd of afgedankt zullen worden als zij zich niet laten inschrijven voor die examens of er niet voor slagen.

Die bepalingen zijn onder meer toepasselijk op het personeel van de diensten van algemeen bestuur van de Staat (artikel 51, § 1, A, 1, van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, waarnaar artikel 1 van het voorstel verwijst).

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft herhaaldelijk wetsvoorstellen voorgelegd gekregen die tot doel hadden de organisatie van de diensten van algemeen bestuur of de rechtspositie van de personeelsleden van die

.../...

diensten te regelen en heeft dienaangaande talrijke adviezen uitgebracht (1) :

.../...

-
- (1) - advies L. 13.645 van 14 juli 1980 over een voorstel van wet houdende overplaatsing van het burgerpersoneel van het Ministerie van Landsverdediging naar andere openbare besturen (Gedr. St. Kamer, 1979-1980, nr. 576/2);
- advies L. 14.469/2 van 29 maart 1982 over een voorstel van wet tot wijziging van het statuut van het rijkspersoneel (Gedr. St. Kamer, 1981-1982, nr. 31/2);
- advies L. 14.583/2 van 20 april 1982 over een voorstel van wet tot opheffing van het bestuur van de criminele informatie (Gedr. St. Kamer, 1981-1982, nr. 127/2);
- advies L. 17.058/8 van 15 januari 1986 over een voorstel van wet tot opheffing van het koninklijk besluit van 14 januari 1969 betreffende produktiviteitspremies ten gunste van de burgerlijke ingenieurs bij het Ministerie van Openbare Werken (Gedr. St. Kamer, 1985-1986, nr. 50/2);
- advies L. 16.831/2 van 3 februari 1986 over een voorstel van wet tot opheffing van artikel 18 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel (Gedr. St. Kamer, 1985-1986, nr. 14/2);
- advies L. 17.088/2 van 17 februari 1986 over een voorstel van wet tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid (Gedr. St. Kamer, 1985-1986, nr. 158/2);
- advies L. 17.695/9 en 18.070/9 van 8 juli 1987 over een voorstel van wet betreffende het personeelsbeleid in de overheidsdiensten, de depolitisering van sommige benoemingen en bevorderingen en de instelling van een Hoge Raad van het Openbaar Ambt (Gedr. St. Senaat, 1985-1986, nr. 142/2).

Uit die adviezen blijkt het volgende :

"De Grondwet vestigt een stelsel van scheiding der machten, hetwelk impliceert dat ieder van de drie aldus ingestelde machten bevoegdheden bezit die alleen voor haar zijn weggelegd en, binnen de grenzen van die bevoegdheden, onafhankelijk is van de twee andere machten.

Uit dit beginsel vloeit voort dat de uitvoerende macht, wegens haar specifieke opdracht en haar verantwoordelijkheden, zelf haar organisatie, haar manier van werken en de werving van haar ambtenaren regelt.

Meer bepaald blijkt uit de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet, dat het de Koning toekomt de diensten van het algemeen bestuur op te richten en te organiseren, en het statuut van de ambtenaren die er deel van uitmaken vast te stellen" (1).

De afdeling administratie van de Raad van State heeft herhaaldelijk erkend dat de Koning in deze aangelegenheid een uitsluitende prerogatief bezit (2).

Weliswaar is aanvaard dat het beginsel van 's Konings exclusieve bevoegdheid op bepaalde punten kon worden afgezwakt. Maar de bemoeiingen waarbij de wetgever zich tot dusver, afgezien van de hem door de Grondwet voorbehouden aangelegenheden, op het gebied van het ambtenarenstatuut heeft begeven, hebben over het algemeen slechts een beperkte draagwijdte gehad. Der-

.../...

-
- (1) Behoudens, wel te verstaan, voor de aangelegenheden die de Grondwet voor de wetgevende macht heeft weggelegd, zoals de pensioenen (artikel 114), het nationaliteitsvereiste (artikelen 4 en 6) en het gebruik van de talen (artikelen 23 en 59bis).
- (2) Zie het arrest van 12 december 1957, in zake DEPREZ, nr. 5914, het arrest van 13 oktober 1961, in zake CREVECOEUR, nr. 8851, en het arrest van 9 juli 1975, in zake BERCKX, nr. 17.128.

gelijke bemoeiingen golden onder meer de ambtenarenwerving. Ze waren ofwel gericht op het vaststellen van prioriteitsregelen welker verantwoording onder meer gelegen was in een plicht van nationale erkentelijkheid (1), ofwel waren ze ingegeven door dwingende begrotingseisen, waarbij dan overigens werd verwezen naar de regelen van het door de Koning vastgestelde statuut van de ambtenaren (2).

.../...

-
- (1) Zie de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 tot verzekering van de wederopnemng der gemobiliseerde Belgen in hun bediening en tot toekenning aan de oorlogsinvaliden, oudstrijders, leden van de weerstand, politieke gevangenen, oorlogsweduwen en -wezen, gedeporteerden, arbeidswweigeraars, en andere slachtoffers van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945 van een prioriteitsrecht voor de toegang tot de openbare betrekkingen, gecoördineerd door het besluit van de Regent van 19 juni 1947.

Voorts kunnen nog worden aangehaald, al stammen ze uit andere overwegingen, de wetten betreffende het personeel in Afrika, gecoördineerd op 21 mei 1964 en gewijzigd bij de wet van 22 juli 1969, alsook de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd.

- (2) Zie onder meer artikel 51 van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, gewijzigd inzonderheid bij de wet van 2 juli 1981. Voorts kan nog worden vermeld, hoewel het hier niet om werving maar om bezoldiging gaat, artikel 44, § 2, van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985, die in het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging een artikel 6bis heeft ingevoegd dat de toekenning van enige loonsverhoging tot 31 december 1986 verbiedt. Door deze wetsbepaling wordt de aan de Koning toegekende bevoegdheid om de bezoldigingsregeling van het rijksperoneel vast te stellen, beperkt.

Het voorstel beantwoordt aan geen enkel van de hierboven gememoreerde gevallen, waarin de wetgever uitzonderlijk bevoegd is om in het statuut van het rijkspersoneel in te grijpen.

Zo kan meer bepaald artikel 1 van het voorstel zich weliswaar beroepen op dwingende begrotingseisen, doch in plaats van alleen maar naar het statuut van het rijkspersoneel te verwijzen, voorziet dit artikel in de bemoeiing van de vaste wervingssecretaris. In zoverre stuit het artikel op hetzelfde bezwaar.

Door de artikelen 1 en 4 tot 6 van het voorstel aan te nemen, zou de wetgever een voor de Koning gereserveerd terrein betreden en zodoende het beginsel van de scheiding der machten schenden.

Wat de in artikel 1, b, van het voorstel bedoelde diensten van de Executieven aangaat, bepaalt artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen dat iedere Executieve "de benoemingen (doet) overeenkomstig de bepalingen tot regeling van de administratieve controle, die gelden voor de ministeries" en dat "dit personeel wordt aangeworven door bemiddeling van het vast secretariaat voor werving van het Rijkspersoneel".

Paragraaf 3 van hetzelfde artikel 87 bepaalt dat "(...) het personeel (wordt) onderworpen aan de wettelijke en statutaire regelen die van toepassing zijn op de ... ambtenaren ... van het Rijk".

.../...

Hieruit volgt dat de zoëven in herinnering gebrachte regels eveneens gelden voor de ambtenaren van de Gemeenschaps- en de Gewestexecutieven (1).

2. De artikelen 1 tot 3 en 7 van het voorstel dienen zich aan als een versterking en een verruiming van de voorschriften in verband met de controle op de aanwervingen, zoals die voorschriften vervat zijn in artikel 51 van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974.

Wat die artikelen betreft is evenwel voorbijgezien aan het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, waarvan één van de doelstellingen, zoals in het wetsvoorstel, bestaat in het zorgen voor "de regelmatigheid van de wervingen" in de bestuursdiensten en de overige diensten van de ministeries, alsook in de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Een aantal in het voorstel vervatte bepalingen staan reeds in het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982. Dat geldt voor artikel 8 en artikel 9 van het voormelde besluit (vergelijk met artikel 3, § 1, van het voorstel).

Overigens formuleren de artikelen 9 tot 12 van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 soortgelijke regels als die welke voorkomen in artikel 3, § 2, en in artikel 7 van het onderzochte voorstel.

.../...

(1) Zie het voormelde advies van de Raad van State, afdeling wetgeving, nr. L. 17.695/9-18.070/9, Gedr. St. Senaat, 1985-1986, nr. 142/2, blz. 6.

Voor de instellingen van openbaar nut die vallen onder het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut staan precies dezelfde bepalingen als die van het voorstel in het koninklijk besluit van 1 maart 1976 betreffende de werving van de personeelsleden van sommige instellingen van openbaar nut.

Tenslotte wordt in de bemoeiing van het vast secretariaat voor werving van het rijkspersoneel met de aanwerving van het personeel van de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten reeds voorzien door artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Zoals er hierboven reeds op gewezen is, bepaalt artikel 87 dat voor dat personeel de wettelijke en statutaire regelen gelden die van toepassing zijn op de in vast verband benoemde ambtenaren, het tijdelijk personeel, het hulppersoneel en het tijdelijk werkliedenpersoneel van het Rijk.

Al die bepalingen, die dus een doublure vormen met geldende voorschriften, zijn overvloedig en moeten vervallen.

Nieuw daarentegen zijn de regels geformuleerd in artikel 1, § 1, tweede lid (definitie van de werving), in artikel 2, in zoverre het bepaalt dat alle contractuele aanstellingen van niet-statutair personeel aan de vaste wervingssecretaris moeten worden medegedeeld, in artikel 3, § 3, in zoverre het voorschrijft dat de vaste wervingssecretaris de betrokken overheid moet inlichten (1), alsmede in artikel 7, derde lid, in zoverre het voorschrijft dat een wervingsattest moet worden afgegeven.

.../...

(1) Zie evenwel artikel 17 van het koninklijk besluit van 7 maart 1974 betreffende de werving van personeelsleden in de besturen en andere diensten van de ministeries.

Ten aanzien van artikel 1 geldt het hierboven gemaakte grondwettigheidsbezwaar omdat het voorziet in de tussenkomst van de vaste wervingssecretaris.

Tegen artikel 3, § 3, en artikel 7 daarentegen, die immers slechts in de controle door de vaste wervingssecretaris voorzien, behoeft niet noodzakelijk hetzelfde bezwaar te worden ingebracht, in zoverre men wat die artikelen betreft zich kan beroepen op precedënten van budgettaire aard, namelijk artikel 51 van de voormelde wet van 28 december 1973 en het voormelde koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982.

Die bepalingen zouden in de geldende wetgeving moeten worden opgenomen en in het bijzonder in het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982.

+

Gelet op de hierboven gemaakte opmerkingen acht de Raad van State, afdeling wetgeving, het overbodig om de artikelen van het onderhavige voorstel één voor één te onderzoeken.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

conseiller d'Etat, président,
staatsraad; voorzitter,

R. ANDERSEN,
J.-Cl. GEUS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Cl. DESCHAMPS,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. DE GAVRE,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par
M. M. QUINTIN, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht
van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. M. QUINTIN, adjunct-
auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY.

J.-J. STRYCKMANS.